



Co-funded by the
European Union

LA RECHERCHE AU SERVICE DE LA DÉMOCRATIE ET
DE LA COHÉSION SOCIALE (RESDECS)
SÉNÉGAL, GUINÉE, CÔTE D'IVOIRE



RESDECS Policy briefs series

N° 1 - Sénégal | Aout 2025



Sénégal - Une stabilité précaire: entre vulnérabilités multiples et tensions sociales latentes

Résumé exécutif

Le Sénégal, bien que reconnu comme un modèle de stabilité démocratique en Afrique de l'Ouest, fait face à une série de vulnérabilités liées à la criminalité, aux catastrophes naturelles, aux tensions sociales, et aux défis sanitaires. Ces risques sont accentués par de fortes inégalités régionales, notamment entre zones urbaines et rurales, et la porosité des frontières avec des pays voisins en crise, favorisant trafics et insécurités transfrontalières. Les conflits fonciers, l'exploitation minière illégale, les violences urbaines et familiales, ainsi que les problématiques de santé publique aggravent le climat social.

Durant la période du 1er juillet au 19 août 2025, 54 incidents majeurs ont été signalés, traduisant la diversité et la gravité des risques auxquels le pays doit faire face. Ces défis exigent une coordination renforcée entre acteurs étatiques et communautaires. Face à cette situation, le dispositif d'alerte précoce implanté au Sénégal joue un rôle essentiel en collectant et analysant les données sur les incidents pour anticiper et gérer les crises.

Les réponses institutionnelles incluent des initiatives de prévention de l'extrémisme violent, des opérations policières contre les trafics illicites, et des efforts pour renforcer l'accès à la justice et les services de santé. Les recommandations formulées dans cette note insistent sur l'amélioration de la gouvernance territoriale, la coopération transfrontalière, la lutte contre les trafics et les alternatives socio-économiques en faveur des populations vulnérables.

La mise en œuvre du plan ORSEC pour la gestion des catastrophes naturelles, la réforme du maintien de l'ordre et le renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles des FDS sont également mis en avant pour garantir une prévention efficace. Ainsi, une approche intégrée, inclusive et anticipative est cruciale pour préserver la paix sociale et la stabilité durable du Sénégal.

Faits saillants

Les points saillants qui ressortent de cette collecte du dispositif d'alerte précoce traduisent plusieurs dynamiques de vulnérabilité :

- **Violence et criminalité** : vols, agressions, trafics illicites, avec une forte concentration dans les zones urbaines et transfrontalières.
- **Catastrophes naturelles** : inondations et fortes pluies, affectant particulièrement les régions de l'Est et du Sud-Est.
- **Insécurité urbaine** : attroupements violents, manifestations, actes de vandalisme ou tensions liées à la gouvernance locale.
- **Santé publique** : mortalité maternelle et néonatale, propagation de maladies saisonnières, révélant la faiblesse des systèmes de santé dans certaines localités.
- **Violence domestique et communautaire** : cas de violences intrafamiliales et tensions interpersonnelles, traduisant des fragilités sociales moins visibles, mais persistantes.

INTRODUCTION

Le Sénégal est souvent présenté comme un modèle de stabilité démocratique en Afrique de l'Ouest, reconnu pour ses élections relativement apaisées et sa gouvernance démocratique. Malgré cette réputation, le pays fait face à des défis croissants liés à la gestion des tensions politiques, sociales et sécuritaires. Ces tensions sont exacerbées par une compétition politique intense, des inégalités marquées entre les régions, et un espace civique parfois restreint, ce qui fragilise la stabilité politique et sociale. Un système d'alerte précoce efficace est donc indispensable pour anticiper ces risques et permettre une intervention rapide et adaptée des autorités. Dans ce cadre, le dispositif d'alerte précoce mis en place au Sénégal dans le cadre du projet RESDECS joue un rôle crucial. Ce dispositif repose sur un maillage territorial à travers des moniteurs qui collectent des données précises sur des incidents pouvant signaler des crises potentielles. **La période récente, notamment du 1er juillet au 19 août 2025, illustre la diversité et la gravité des incidents recensés, entre menaces sécuritaires, tensions sociales, catastrophes naturelles et défis sanitaires.** Cette multitude d'événements souligne la nécessité d'une coordination renforcée entre acteurs étatiques et non étatiques. Cette note de politique s'appuie sur une analyse des 54 incidents de violences remontés par les quatre moniteurs déployés à travers le pays.

Certains facteurs structurels exacerbent les vulnérabilités du pays. Notamment, les disparités importantes entre les zones urbaines, comme Dakar, et les régions plus pauvres et rurales, telles que Kédougou et Tambacounda, limitent l'accès équitable aux services publics essentiels. La porosité des frontières avec des pays en proie à des conflits et à l'instabilité, notamment le Mali, la Guinée et la Gambie, crée également des risques sécuritaires transnationaux, incluant le déplacement de populations, le trafic d'armes, de drogues et de personnes. À ce propos, la surveillance d'un indicateur clé « *Influence de conflits régionaux (Guinée, Mali, Gambie) sur les zones*

sénégalaises voisines » révèle plusieurs incidents signalés.

Méthodologie

La méthodologie adoptée repose non seulement sur la collecte d'informations provenant de multiples sources, mais aussi sur l'analyse approfondie des tendances à partir des incidents constatés. Cette approche assure une contextualisation fine des risques, en tenant compte des réalités sociopolitiques sénégalaises, ce qui permet d'élaborer des recommandations adaptées pour la prévention des crises et la consolidation de la paix. La méthodologie s'appuie ainsi sur le cadre théorique de l'alerte précoce, défini comme l'ensemble des activités de collecte, d'analyse et d'interprétation de données factuelles permettant d'anticiper les risques et de renforcer la capacité de réaction des acteurs publics et de la société civile. La couverture territoriale est assurée grâce à un réseau de moniteurs déployés dans des régions clés : Dakar, Thiès, Diourbel, Saint-Louis, Ziguinchor, Sédhiou, Kolda et Kédougou. Ce maillage permet de saisir autant les dynamiques urbaines que rurales, souvent liées aux tensions foncières. Les moniteurs procèdent dès lors à une veille documentaire régulière, à une revue de presse systématique, à l'extraction d'informations quantitatives et qualitatives relatives aux indicateurs, ainsi qu'à un codage thématique pour classer les données en fonction des composantes et sous-indicateurs définis.

Cette note de politique s'organise en trois grandes parties. D'abord, elle analyse les facteurs de vulnérabilité structurelle et conjoncturelle qui contribuent à l'émergence des crises. Ensuite, elle évalue les réponses institutionnelles et communautaires observées face à ces défis. Enfin, elle formule des recommandations stratégiques pour renforcer la résilience nationale et la prévention des crises, en vue d'assurer une gouvernance démocratique solide et inclusive.

Résultats

1. Facteurs structurels et conjoncturels de vulnérabilité

Les disparités régionales dans l'accès aux services de base sont un moteur clé des tensions sociales. Dans des régions comme Tambacounda et Kédougou, les populations souffrent de l'inégalité d'accès aux soins de santé, à l'éducation et à des infrastructures adaptées. Ces inégalités alimentent un sentiment d'abandon et d'injustice sociale, pouvant aboutir à des protestations et à une fragilisation du contrat social. Cette réalité se traduit avec l'exemple des inondations qui ont provoqué « *d'innombrables dégâts matériels* » dans plusieurs localités, provoquant « *l'émoi et le désespoir chez la population désemparée* ». Ces disparités sont traduites par la « *perception d'inégalités d'accès aux services publics entre régions ou groupes* », souvent à l'origine de tensions sociales profondes.

Les tensions foncières, notamment dans les zones frontalières avec des délimitations floues comme entre Kanouma (Sénégal) et Djataly (Gambie), nourrissent des conflits communautaires. L'absence d'une délimitation claire favorise les différends liés à l'usage des terres, à la gestion des ressources naturelles et à la circulation du bétail. Ce qui rend compte d'un différend frontalier lié au foncier qui a opposé ces villages, où « *plusieurs mesures provisoires ont été adoptées, notamment l'autorisation pour les populations des deux villages de poursuivre leurs activités économiques et pastorales dans la zone litigieuse en attendant la définition officielle et consensuelle des limites* ». Il faut signaler aussi la mise en place, par les autorités, d'une Commission mixte de 20 membres pour gérer ces tensions.

Les défis sécuritaires liés aux trafics illégaux de migrants, de drogues, d'armes et de prostitutions sont particulièrement préoccupants dans les zones minières artisanales, notamment dans les régions de Kédougou et Tambacounda. Ces réseaux exploitent la vulnérabilité socio-économique des populations locales et créent un environnement propice à la criminalité organisée et à la dégradation des mœurs. À Kédougou, la Division nationale de lutte contre le trafic de

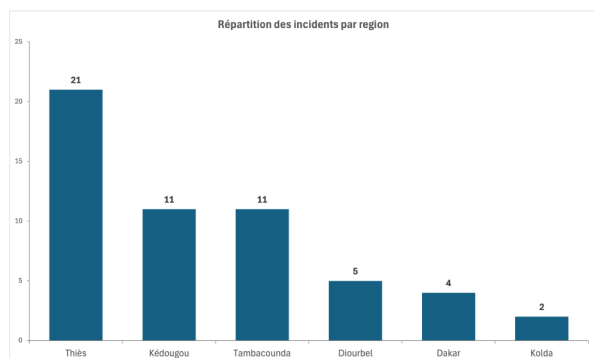
migrants a interpellé un individu pour association de malfaiteurs et trafic de migrants. L'incident s'inscrit dans un contexte où les flux migratoires et les trafics sexuels exploitent la vulnérabilité des jeunes et la porosité des frontières. L'incident rapporté concernant « *une cinquantaine de filles étrangères presque toutes nigérianes, exploitées dans des réseaux de prostitution, ainsi que des interpellations dans des sites d'orpaillage où la majorité sont des étrangers* ». Les risques sont qualifiés de « *menace sanitaire directe et d'affaiblissement de la confiance des populations envers les circuits officiels* ». Ce qui souligne l'importance de renforcer les contrôles et la coopération transfrontalière.

L'exploitation minière artisanale illégale génère de nombreuses tensions et insécurités. Le démantèlement de sites illicites par les services de l'État à Kédougou est signalé, avec la saisie de matériels et la mise en place d'opérations comme « *Nawetane* » pour « *l'interdiction d'exploitation illégale et la protection de la zone de la Falémé* ». Ces activités sont aussi le foyer d'exploitation sexuelle et de trafics connexes. Cet « *environnement favorable au développement de tout type de trafic* » appelle à une vigilance collaborative. L'Inspection régionale des Eaux et Forêts de Kédougou a également démantelé un site d'exploitation aurifère illicite à Tomboronkoto, saisissant des équipements. Cet incident met en lumière les « *tensions autour de l'exploitation minière artisanale, souvent dominée par des acteurs informels et parfois étrangers* ».

Les catastrophes naturelles, en particulier les violentes inondations dans les régions de Tambacounda et Kédougou, ont causé d'importants dégâts matériels, humains et économiques. Plus de 152 mm de pluie en une journée ont provoqué des inondations sévères, rendant « *les routes secondaires impraticables, les marchés, commerces et lieux de travail envahis* » ; en plus, « *les dégâts matériels incluent l'effondrement d'habitations et l'invasion de quartiers entiers ayant entraîné au moins un décès* ». Ces événements ont suscité une mobilisation des autorités, mais restent une menace récurrente. D'où l'importance d'une meilleure intégration de la dimension « *catastrophes naturelles* » dans les dispositifs d'alerte et de gestion,

avec l'activation du plan ORSEC et la mobilisation des sapeurs-pompiers.

Figure 1 : Répartition des incidents par région



2. Réponses institutionnelles et communautaires

Le système judiciaire est en situation de tension, notamment lors de grèves prolongées, impactant gravement l'accès à la justice et suscitant les inquiétudes des populations. « Une grève de 72h sur tout le territoire a occasionné le blocage de la quasi-totalité du système judiciaire », privant de nombreux citoyens d'accès à leurs documents administratifs. Des médiations sont en cours, avec l'intervention du Médiateur de la République pour trouver une issue. L'enjeu est de restaurer la confiance dans le système judiciaire, considération cruciale à la prévention des conflits liés à l'injustice.

Par ailleurs, la prévention de l'extrémisme violent passe par des initiatives innovantes sur le terrain, notamment la formation en dialogue communautaire des femmes leaders dans la zone frontalière avec le Mali. Cette approche, mettant en avant les « *Badjanou Gaxx* », vise à renforcer la résilience sociale face à une « montée de l'extrémisme violent et l'influence de l'insécurité au Mali voisin », et témoigne d'une collaboration entre Organisations de la Société Civile, autorités étatiques et forces de sécurité. Elle illustre le rôle des acteurs locaux dans la consolidation de la paix.

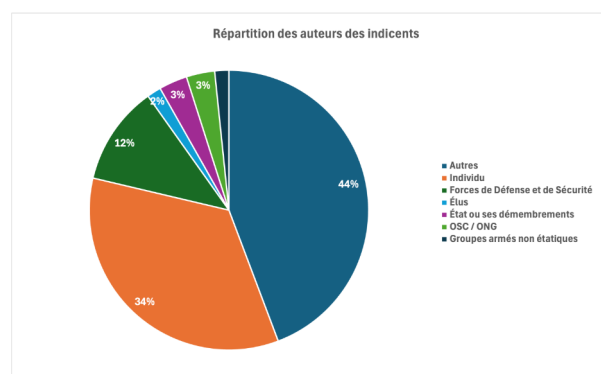
Des actions policières et militaires sont régulièrement menées pour contenir les menaces et démanteler des réseaux criminels, notamment en matière de trafic de drogues, de migrants et d'exploitation illégale des ressources. Ces opérations ont permis « l'arrestation de 17 personnes » dans des affaires de stupéfiants à Dakar,

ainsi que des centaines d'interpellations dans les sites miniers illégaux dans la zone du Sud-Est. Toutefois, le recours à la force fait aussi parfois polémique, comme en témoignent les décès suite à des interventions policières à Cambérène qui ont conduit à des manifestations. Le Premier Ministre a demandé un audit et une « *revue totale de la formation des Forces de Défense et de Sécurité* », insistant sur la nécessité de concilier « *rigueur de la force publique aux exigences des droits et de la dignité des citoyens* ».

À Saraya (région de Kédougou), les autorités civiles et militaires ont procédé à « l'incinération de quatre tonnes de produits illicites et impropres à la consommation. Cet incident illustre la persistance des trafics commerciaux illicites dans les zones minières aurifères où la faiblesse des contrôles favorise la circulation de produits dangereux pour la santé publique ». Un autre incident révèle des problématiques de santé publique majeures, avec un district sanitaire ayant enregistré cinq décès maternels et dix décès néonataux dans le district sanitaire de Koumpentoum, soulignant les carences en services spécialisés comme la néonatalogie et la gestion des banques de sang. Ces insuffisances contribuent à un « *accroissement du sentiment d'injustice sociale et territoriale* », ce qui peut tendre les liens sociaux. L'appel à renforcer les plateaux techniques régionaux est un signal fort de la nécessité d'intégrer la santé dans la prévention sociale.

L'efficacité du dispositif d'alerte précoce repose aussi sur la collaboration entre différentes échelles d'acteurs, des autorités centrales aux communautés locales. Ce cadre facilite l'analyse des tendances et la production d'informations fiables, comme mentionné dans le dispositif méthodologique.

Figure 2 : Répartition des acteurs des incidents



3. Recommandations stratégiques

Il est primordial d'améliorer la gouvernance territoriale en clarifiant les questions foncières, particulièrement dans les zones frontalières conflictuelles, via la commission mixte déjà mise en place, et en diffusant un cadre juridique clair pour réduire les tensions.

Le renforcement des efforts de lutte contre les trafics illicites doit s'appuyer sur une coopération régionale consolidée et la promotion d'alternatives socio-économiques pour les populations vulnérables, notamment les jeunes et les femmes dans les zones minières. Les cas d'arrestations fréquentes dans ces zones soulignent l'urgence d'agir sur cette double dimension sécuritaire et sociale.

La prévention des catastrophes naturelles nécessite une meilleure planification et l'intégration de systèmes d'alerte rapide, avec notamment l'activation efficace du plan ORSEC en développant des infrastructures adaptées et en promouvant des pratiques d'aménagement durable. Ce point semble prioritaire chronique des zones péri-urbaines et rurales face aux risques conjoncturels.

Le système judiciaire doit être renforcé par des mesures visant à garantir son indépendance et son fonctionnement continu. L'intervention du médiateur de la république est un pas encourageant vers la résolution des blocages, mais il faut aller plus loin pour apporter des réponses structurelles et pour restaurer la confiance de la population.

Les programmes communautaires de prévention de la radicalisation doivent être étendus, s'appuyant sur les bonnes pratiques observées, comme la formation des femmes leaders, pour favoriser la cohésion sociale et le dialogue inclusif.

Enfin, la réforme du maintien de l'ordre, centrée sur le respect des droits humains et la responsabilité des FDS, doit être soutenue par des audits réguliers et des formations

adaptées. La combinaison de la fermeté et du respect de la dignité humaine est un élément clé pour améliorer la relation entre la population et les forces de sécurité.

En résumé, il s'agira de :

- Activer le plan ORSEC, mettre en place de systèmes communautaires d'alerte météo, et intégrer la dimension « *catastrophes naturelles* » dans l'alerte précoce.
- Renforcer les brigades mixtes (douanes, hygiène, police) dans les zones aurifères.
- Déployer des mesures urgentes pour renforcer les plateaux techniques régionaux et améliorer la gouvernance du système de santé.
- Renforcer la coopération transfrontalière, créer des alternatives socio-économiques pour les jeunes et les femmes, et développer des dispositifs de protection des victimes.
- Mettre en place un cadre participatif de régulation de l'orpaillage, un suivi environnemental renforcé et dialogue communautaire pour limiter les tensions.

Conclusion

Le Sénégal est confronté à une série de risques interconnectés, qui combinent inégalités sociales, menaces sécuritaires, crises environnementales et enjeux politiques. Ces vulnérabilités, si elles ne sont pas gérées de manière intégrée et anticipative, peuvent compromettre la stabilité et la cohésion sociale du pays à moyen et long terme. L'importance d'un dispositif national d'alerte précoce repose sur sa capacité à détecter ces signaux faibles et à orienter vers des réponses appropriées. Le renforcement des capacités institutionnelles, de la gouvernance démocratique, de la justice et de la société civile est indispensable pour restaurer la confiance des populations et assurer une gestion pacifique des conflits. La coordination

multisectorielle et territoriale, associée à un engagement inclusif des communautés locales, constitue la pierre angulaire des efforts de prévention. Pour relever ces défis, il est impératif d'adopter une politique proactive qui intègre la dimension sociale, sécuritaire, économique et environnementale

des risques, appuyée par la recherche et l'innovation dans les mécanismes d'alerte et de dialogue. Ce faisant, le Sénégal pourra construire une résilience durable, garante d'une paix stable et d'un développement harmonieux pour l'ensemble de ses citoyens.

Récapitulatif des incidents par indicateur

Composante/Indicateur	Niveau d'alerte			Total
	Jaune	Orange	Rouge	
Cohésion Sociale au Sénégal				
Perception d'inégalités d'accès aux services publics entre régions ou groupes		1	3	4
Protestations locales liées à la répartition des ressources (ex : foncier, eau, électricité, infrastructures)		2		2
Gouvernance Politique et Démocratique au Sénégal				
Faible considération de certains acteurs du système judiciaire	1			1
Paix au Sénégal				
Influence de conflits régionaux (Guinée, Mali, Gambie) sur les zones sénégalaises voisines	1	3		4
Insécurité liée à l'exploitation minière		3		3
Présence de trafics transfrontaliers d'armes, drogues ou carburants	1	1	1	3
Tensions territoriales	1			1
Trafic de migrants et sexuel		1		1
Trafic transfrontalier et dégradation des meurs		1		1
Vente de produits illicites et impropres à ma consommation		1		1
Total	4	13	4	21

A propos du projet RESDECS

La Recherche au Service de la Démocratie et la Cohésion Sociale (RESDECS) est mis en œuvre par le Gorée Institute au Sénégal, en Guinée et en Côte d'Ivoire. Il s'inscrit dans le cadre du projet Team Europe Democracy (TED) mis en œuvre par ENABEL et la GIZ avec le soutien financier de l'Union européenne et le ministère fédéral de la Coopération Économique et du Développement (BMZ). Il vise à promouvoir la démocratie et la cohésion sociale à travers la production de connaissances fondées sur le factuel (voir méthodologie) pour renforcer la participation citoyenne, améliorer la gouvernance, réduire les inégalités et construire des communautés plus résilientes et pacifiques. Cela implique l'influence des politiques publiques par le billet des policy briefs qui facilitent à la prise de décision politique.

Les Policy Briefs du projet RESDECS sont des publications mensuelles qui offrent des analyses sur des questions spécifiques issues de données du terrain et fournissent des recommandations concrètes dans le but d'éclairer et d'influencer les décisions en matière de politiques publiques. Ils visent à orienter les débats et la prise de décisions en offrant une plateforme aux praticiens, aux universitaires, aux organisations de la société civile, mais aussi et surtout aux décideurs pour présenter leurs analyses et leurs recommandations concernant les questions de démocratie, paix en Afrique de l'Ouest plus particulièrement au Sénégal, en Guinée et en Côte d'Ivoire.

Cette publication a été réalisée dans le cadre du projet Team Europe Democracy ([TED](#)) mis en œuvre par ENABEL et la GIZ avec le soutien financier de l'Union européenne et le ministère fédéral de la Coopération Économique et du Développement (BMZ). Cependant, son contenu relève de la seule responsabilité de l'Institut Gorée et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne, de la BMZ et du TED.



Ile de Gorée, Résidence Bibi
BP: 05 Gorée, Sénégal

+221 33 849 48 49
info@goreeinstitut.org
www.goreeinstitut.org

www.facebook.com/goreeinstitute
www.twitter.com/goreeinstitute
www.instagram.com/goreeinstitute